
La Grèce et les conflits dans l'ex-Yougoslavie

Entretien
avec

Théodoros Pangalos

Economiste et universitaire, Théodoros Pangalos a rempli plusieurs fonctions au sein du gouvernement grec: secrétaire d'Etat au Commerce de 1982 à 1984, ministre des Affaires européennes de 1984 à 1985, de 1987 à 1989 et enfin de 1993 à 1994). Il répond ici aux questions de Christophe Chiclet à propos de la position de la Grèce à l'égard du conflit qui déchire l'ex-Yougoslavie.

— *Quelle est la position de la Grèce vis-à-vis du conflit yougoslave depuis 1991?*

La Grèce voulait le maintien, à tout prix, de l'unité yougoslave. Cette politique est basée sur l'expérience historique de la Grèce. Durant les deux conflits mondiaux, la Grèce a en effet participé aux combats avec les Alliés contre les puissances centrales. Notre seul allié dans la région fut la Yougoslavie alors que les Turcs étaient sournoisement neutres¹, l'Albanie n'existait pas durant le premier conflit et était satellite de Mussolini durant le deuxième²; quant à la Bulgarie, elle a toujours été dans le camp de l'Allemagne. La résistance armée contre l'occupant hitlérien a pris des proportions énormes en Grèce, en Yougoslavie et en Russie. La majorité des territoires grec et yougoslave — dont la Bosnie — était contrôlée par les partisans. Les Allemands ont eu beaucoup de mal à y mettre les pieds. Cela a créé des liens supplémentaires entre la Grèce et la Yougoslavie. Aux frontières gréco-yougoslaves, les partisans anti-

hitlériens collaboraient et avaient parfois des unités communes. Il y a donc une tradition et des liens.

Il y a eu des tensions entre les deux pays à l'époque où la Yougoslavie aidait l'insurrection armée du parti communiste grec après la guerre³ et aussi à propos de l'existence, au sud de la Yougoslavie, d'une entité faisant référence à la Macédoine. Dans la Macédoine grecque couvrant environ la moitié de la Macédoine géographique, vivait des Slaves, des Grecs et d'autres populations comme les Turcs et la grande communauté juive de Salonique, deuxième communauté de la ville en 1912, présente aussi dans d'autres villes de la région. Parmi les chrétiens de la région, il y avait une confusion venant du fait qu'il existait des populations slavophones de conscience grecque ainsi que beaucoup plus rarement des grecophones de conscience slave, mais aussi des Valaques, pasteurs nomades, qui donnaient à leurs enfants une éducation grecque. Donc les villes étaient, dans l'ensemble, plutôt grecques alors que la campagne était plutôt slavophone ou valacophone.

Après la fin de la guerre civile grecque et à cause de l'autonomie du régime titiste par rapport au bloc soviétique, il n'y a pas eu de grand problème entre la Grèce et la Yougoslavie. La frontière entre les deux pays était ouverte. A cet égard, une journaliste de Skopje m'a dit quelque chose de très poignant: *"Maintenant que le communisme est tombé, les frontières se sont ouvertes partout, alors que pour nous les frontières se sont fermées"*. Bref, de Skopje jusqu'à Belgrade, les gens avaient l'habitude de faire leurs courses à Salonique et de passer leurs vacances en Grèce; les Grecs traversaient la Yougoslavie. Des affaires se faisaient et tout cela marchait.

De par son expérience, le "Grec moyen" et, en particulier, celui qui vit en Grèce du nord, ayant eu des relations avec la Yougoslavie, a conclu que sous le communisme, les Yougoslaves vivaient mieux. Il y avait la paix et de constantes relations de part et d'autre de la frontière. Désormais on peut donc faire un bilan. Certains ont pris la décision de faire éclater la Yougoslavie. Tout le monde sait désormais que l'Allemagne a poussé à la dissolution de la Yougoslavie qui portait en elle la dissolution de la Bosnie. Pour les Slovènes, il n'y avait pas de problème: ils constituent une nation. Leur indépendance s'est réalisée sans déchirement. En Croatie, cela a été plus compliqué. Quant à la Bosnie, les populations étaient tellement mélangées qu'il était inconcevable de les séparer. Il était aussi inimaginable de penser que les Serbes accepteraient de se soumettre au pouvoir des Musulmans qui sont surtout des citoyens et qui ont donc le pouvoir à Sarajevo.

Il fallait aussi tenir compte du fait qu'il n'existe pas de nation bosniaque. Les Musulmans de Bosnie sont des Serbes qui ne parlent que le serbe et qui portent des noms serbes. Même physiquement, se sont les Serbes les plus purs car, étant musulmans, ils se sont moins mélangés que les autres Serbes avec les Macédoniens slavophones ou les Bulgares...

– *Quelle fut la politique officielle de la Grèce dans le conflit yougoslave pendant la période du gouvernement conservateur?*

A l'époque, nous étions donc dans l'opposition ⁴. La Grèce n'a rien fait pour empêcher l'éclatement de la Fédération au moment où il fallait reconnaître l'indépendance de la Croatie qui représentait l'élément le plus important de l'enjeu allemand dans les Balkans. En fin de compte, l'Allemagne d'aujourd'hui a eu la même politique extérieure que l'Allemagne de la Première et de la Deuxième guerre mondiale. Au moment où l'enjeu croate était sur la table des négociations, la Grèce aurait dû nouer des alliances, notamment avec la France, et avec tout le bloc latin de la Communauté. Elle aurait dû encourager l'Angleterre qui était la seule à être très réticente à reconnaître la Croatie. Les Anglais détestent être isolés. S'ils avaient eu un allié, même petit mais dans les Balkans, on aurait pu poser le problème de la Yougoslavie dans son ensemble, se demander ce qu'on pouvait faire de la Bosnie et quelles seraient les conséquences des indépendances. On aurait pu aussi régler le problème ridicule de Skopje: le nom de l'Etat.

J'étais alors le porte-parole de l'opposition pour les Relations internationales et les Affaires européennes. J'avais proposé à monsieur Samaras, le ministre des Affaires étrangères, de se dépêcher de reconnaître Skopje en leur disant: "*Si vous voulez votre indépendance, nous allons vous reconnaître tout de suite et nous utiliserons notre influence pour que vous ayez de bons rapports avec la Serbie*". Il ne faut pas oublier qu'à cette époque, le quatrième corps d'armée yougoslave était installé à Skopje avec plus de trois cents blindés. Ensuite, il fallait leur dire: "*On vous protégera des visées yougoslaves, albanaises ou bulgares; on vous donnera une assistance financière, et quelques dizaines de milliers de permis de travail*", et proposer le nom de "République Macédonienne de Skopje". Cela leur permettait d'avoir une référence à la notion de Macédoine, ce qui leur était indispensable car, en fin de compte, se sont des Bulgares. Mais cela, ils ne veulent absolument pas le reconnaître. D'ailleurs nous non plus nous n'y avons pas intérêt car il ne faut pas que la Bulgarie s'agrandisse. Nous n'avons pas de méfiance particulière à l'égard de la Bulgarie, mais nous n'avons évidemment aucune raison de vouloir que notre voisin et ami devienne plus gros que nous. Si nous avions proposé ce nom à l'époque, ils l'auraient accepté. Mais il y avait au sein du gouvernement grec des personnes qui avançaient toute sorte d'idées folles, y compris la dissolution de Skopje par des moyens militaires en collaboration avec les Albanais, les Bulgares et les Serbes. C'était de l'aventurisme pur et simple. La droite grecque faisait une régression historique et idéologique.

Ce qui est étrange, c'est l'alignement de la France sur la politique allemande dans les Balkans, sous l'influence de certains groupes d'intellectuels qui ont, dès le début, créé une atmosphère insupportable de pression psychologique sur les politiciens. Les représentants français dans les instances européennes se plaignaient de ces pressions par médias interposés qui présentaient les Serbes comme des monstres et tous les autres comme des anges.

— *Quelle fut la politique de la Grèce après le retour des socialistes aux affaires en octobre 1993?*

Les jeux étaient déjà faits. Il existait une République de Bosnie indépendante reconnue par l'ensemble des nations, une République à Skopje reconnue par l'ensemble des nations et la Yougoslavie n'existait plus. Je ne dis pas que la Yougoslavie devait absolument exister, mais j'accuse les responsables qui nous ont précédés de ne pas avoir cherché toutes les possibilités existantes pour régler plusieurs questions.

Il s'agissait d'abord de définir une forme de collaboration entre ces nouveaux Etats, une sorte de confédération, d'alliance ou de communauté. La deuxième était la question des minorités. Imaginez des Serbes vivant dans une Bosnie musulmane comme vivent les francophones en Italie du nord ou les germanophones au Tyrol! Une telle coexistence n'est malheureusement pas possible à cause de données historiques et culturelles très différentes. Il fallait donc d'abord régler le problème des minorités avant de procéder aux reconnaissances.

En 1993, les indépendances étaient déjà là. La guerre faisait rage. Nous avons alors proposé une politique fondée sur le dialogue, l'offre de bons services, y compris avec la présence de forces militaires sur place. Cette politique a reçu l'approbation de la plupart des pays européens, dont l'Allemagne. Nous n'avons pas proposé une force militaire grecque car nous avons toujours pensé que les pays balkaniques devaient s'abstenir militairement dans ce conflit. D'ailleurs les Bulgares ont la même position. Mais les Turcs aimeraient bien être présents et ils ont envoyé quelques soldats qui se tiennent bien à l'écart pour ne pas provoquer l'esprit combatif des Serbes.

— La politique des conservateurs grecs n'était-elle pas moins nationaliste que celle des socialistes?

Konstantin Mitsotakis n'avait pas de politique extérieure. Il suivait la moyenne européenne; ce qui est la politique traditionnelle de la droite grecque qui a toujours été derrière les Anglais. Durant l'occupation, une partie de cette droite était avec les Allemands. Officiellement elle était pour les Anglais, puis pour les Américains et enfin pour l'Union Européenne. Nous, nous n'avons pas le sentiment d'être un parent pauvre de la Communauté ou un satellite. Nous en sommes un membre à part entière. Dans le passé nous avons deux principaux champs d'action sur lesquels nous avons des différences avec nos autres partenaires européens. Le premier concernait les relations avec l'Europe de l'Est. Nous étions pour une politique de collaboration intense. Le deuxième, c'était le Moyen-Orient où nous avions une politique pro-arabe et pro-palestinienne. Désormais ces deux raisons de différenciation n'existent plus. En ce qui concerne la plupart des grands problèmes mondiaux, la Grèce est un pays ordinaire de la Communauté. On ne peut donc pas distinguer une période PASOK et une période Nouvelle Démocratie sur ces grands dossiers.

La particularité de la Grèce est son problème avec la Turquie qui est notre principal dossier de politique étrangère. Le différend sur l'appellation et les relations avec Skopje, la FYROM, doit être réglé. Je

pense que ce n'est ni un problème ni un conflit réel. Nous n'avons pas de problème de minorités ou de revendications territoriales. Nous avons un problème autour des idées, des concepts et d'une appellation. Il faut que les concepts s'adaptent à la réalité humaine. Il faut donc que cette question soit réglée tout de suite.

— *La Grèce, comme unique Etat balkanique membre de l'Union Européenne, ne peut-elle pas avoir un rôle beaucoup plus positif dans le conflit yougoslave?*

Bien sûr. C'est pour cela que le contentieux avec Skopje est un désastre sur le plan diplomatique car nous sommes isolés. Nous pourrions avoir des rapports encore meilleurs avec la Bulgarie et avoir une présence à Skopje. Nous aurions donc davantage de poids en ce qui concerne notamment la question de la minorité grecque en Albanie qui risque d'avoir des problèmes graves dans l'avenir car le régime albanais a de fortes tendances totalitaires et répressives à l'encontre de ses minorités. Du fait de l'évolution du régime Bérisha⁵, on va vers de nouveaux problèmes concernant les droits des minorités.

— *Qu'est ce que la Grèce peut apporter aujourd'hui au conflit yougoslave?*

La Grèce peut apporter ses bonnes relations avec la Serbie car nous sommes les interlocuteurs privilégiés de la Serbie. Nous devrions développer d'avantage nos relations avec les Croates et les Slovènes. Nous devrions accepter le terme de "République Macédonienne de Skopje" ou "République de Macédoine (Skopje)".

— *L'Union Européenne a reproché à la Grèce sa politique vis-à-vis de la Macédoine; ne pensez-vous pas que c'est du aussi à des querelles de politique intérieure grecque?*

La politique intérieure grecque est liée au sentiment national. Il ne faut pas oublier qu'en soixante-dix ans la Grèce a été envahie trois fois par le nord. L'Albanie a servi de base à l'invasion mussolinienne⁶, et la Bulgarie à l'invasion hitlérienne⁷. Ces pays ont aussi servi de base à l'insurrection des communistes grecs. Il y a donc un réflexe défensif très présent dans la mentalité des Grecs, surtout pour les gens d'un certain âge et de certaines régions. Aujourd'hui la majorité du pays est consciente comme le montrent les sondages, qu'il faut trouver une solution. Quand on demande aux Grecs s'ils sont favorables à une solution négociée avec Skopje, ils répondent à 80% oui. Mais quand on leur demande si Skopje peut s'appeler "République de Macédoine", ils répondent à 80% non. Il faut donc résoudre ce paradoxe. Mais je pense qu'aucun gouvernement ne peut perdre les élections à cause de cela car ce n'est plus une question fondamentale. D'ailleurs cela n'a jamais été fondamental en soi. Ce dossier a été gonflé. Samaras a utilisé cette question pour prendre la

direction de la droite. Mitsotakis a résisté en reprenant ces positions nationalistes et finalement Monsieur Papandréou a trouvé aussi que c'était une bonne position pour les élections alors que ce n'est pas en harmonie avec les positions du PASOK sur les questions internationales. En effet nous avons toujours eu une politique très active de coopération balkanique et de bonne entente avec nos voisins du nord.

– *Quand vous étiez ministre des Affaires européennes, quel a été votre rôle concret dans le conflit yougoslave?*

J'étais dans une situation un peu particulière car se sont les ministres des Affaires étrangères des pays de l'Union qui traitaient directement du conflit yougoslave. C'est donc Monsieur Papoulias, mon ministre des Affaires étrangères qui devait s'occuper de ce dossier. Mais il ne venait jamais au Conseil. C'est donc moi qui traitait la question yougoslave au niveau communautaire.

Il fallait tenir compte de la situation réelle et de la nécessité de laisser survivre les communautés serbes en Croatie et en Bosnie. J'ai promu les idées qui amenaient des éléments de négociation donnant à la Communauté un rôle pour promouvoir la paix. Sur la question bosniaque, j'avais une position moyenne proche des autres petits pays de la Communauté. Nous avons réussi à imposer une politique entre l'extrême britannique et l'extrême allemand. Parfois la France avait aussi des positions extrêmes dues à des problèmes de politique intérieure. D'ailleurs j'ai trouvé que la politique extérieure de la France n'était pas très sérieuse. On voyait très clairement l'influence de groupes de pression. Dès que Monsieur Bernard-Henri Levy entreprenait une action quelconque, le gouvernement français prenait des initiatives étranges.

– *Pensez-vous que la politique française sur la Yougoslavie est dictée par les médias et les intellectuels?*

Oui, sinon comment expliquer les incohérences de la France dans ses relations avec la Serbie avec, parfois, des effets de rhétoriques violemment anti-serbes. Je pense aussi bien au président de la République qu'au gouvernement. Entre ces deux pôles, il y avait aussi une certaine concurrence pour se montrer plus conforme aux courants d'idées qui traversaient la société française, comme la solidarité à tout prix avec les "pauvres musulmans bosniaque et la mise au pilori des Serbes qui étaient totalement diabolisés.

– *Quelle est la meilleure solution pour l'ex-Yougoslavie?*

Il faut absolument trouver le moyen de stabiliser les divers fronts en Yougoslavie, donc en Bosnie, et passer à une période d'arrêt des hostilités, créer des ouvertures aux frontières, permettre une certaine mobilité des populations, tout cela pour, à terme, fonder une sorte de confédération. Je pense que c'est très insultant pour le peuple yougoslave dans son ensemble de croire que ces gens-là n'arriveront jamais à s'entendre. Dans

ce genre de conflit, se sont toujours de petites minorités, quelques dizaines de milliers de gens de chaque côté, qui se battent. La majorité ne se bat pas et subit la situation, sans parler des populations mixtes. Il y a un Yougoslave sur cinq qui ne sait pas ce qu'il est et qui est poussé, par la force des armes, à se déterminer.

Entretien conduit par

Christophe Chiclet

Notes:

¹ NDLR: Durant la première guerre mondiale la Turquie était alliée des Empires centraux, durant la seconde elle resta neutre, très proche de l'Allemagne nazie tout en permettant aux Américains et aux Français Libres d'utiliser la pays comme base arrière d'espionnage.

² Indépendante depuis décembre 1912, l'Albanie est occupée de 1914 à 1918.

³ La Grèce a connu trois guerres civiles entre forces communistes et royalistes: octobre 1943-mars 1944, décembre 1944-février 1945, mars 1946-septembre 1949.

⁴ En 1990, le PASOK perd les élections législatives. La Nouvelle Démocratie constitue un cabinet dirigé par Konstantin Mitsotakis. En octobre 1993, le PASOK revient au pouvoir suite à des élections anticipées.

⁵ Le docteur Sali Bérisha, président du Parti Démocratique a été élu président de la République en 1992.

⁶ Le 28 octobre 1940, les troupes italiennes pénètrent en Grèce. Trois semaines plus tard, elles en sont refoulées.

⁷ En avril 1941, les Allemands viennent au secours des Italiens, envahissant la Yougoslavie et la Grèce.